

Communauté  
de Communes



Territoire de  
Beaurepaire

## CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### *Compte rendu*

LUNDI 20 JUILLET 2015 A **20H00**

*Salle des Fêtes*

*JARCIEU*

## ORDRE DU JOUR

<b>I- ACTIVITES ECONOMIQUES.....</b>	<b>4</b>
1. Za des Blâches à Jarcieu – vente de terrain lot n°6 .....	4
<b>II- ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>4</b>
2. Marché des déchetteries – lancement de l’appel d’offres .....	4
<b>III- HABITAT.....</b>	<b>5</b>
3. Garantie d’emprunt OPAC38 – réhabilitation de logements Jean Jaurès à Beaurepaire.....	5
<b>IV- NOUVELLES TECHNOLOGIES .....</b>	<b>10</b>
4. Convention de mise à disposition du matériel informatique.....	10
<b>V- ADMINISTRATION GENERALE .....</b>	<b>10</b>
5. Habilitation de la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire à instruire les autorisations d’urbanisme pour le compte de ses communes membres. ....	10
6. Instruction des autorisations d’urbanisme : Convention avec la communauté de communes du Pays Roussillonnais. ....	11
7. Maison de santé pluri professionnelle – Choix du lauréat du concours .....	13
8. Maison de santé pluri professionnelle.....	14
9. Convention partenariale GPRA – Contribution au budget de fonctionnement 2015 .....	15
10. Modification de la composition de la commission environnement .....	16
11. Modification de la composition de la commission bâtiments – défense incendie.....	16
12. Modification de la représentation au SIVARES .....	17
13. Motion de soutien RASED.....	18
<b>VI- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE .....</b>	<b>18</b>
<b>VII- QUESTIONS DIVERSES.....</b>	<b>19</b>

# CONSEIL COMMUNAUTAIRE – LUNDI 20 JUILLET 2015

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE	X			
M. Philippe MIGNOT		X			
M. Jean-Claude LEBEAU		X			
Mme Chantal ROMANO			Pouvoir		
Mme Colette BENISTANT		X			
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE			Pouvoir		
M. Yannick PAQUE			X		
Mme Michèle TARNAUD			Pouvoir		
M. Alain BERHAULT		X			
Mme Béatrice MOULIN MARTIN			Pouvoir		
M. Jean Claude SCHMIT		X			
Mme Annie MONNERY			Pouvoir		
Mme Stéphanie BOISAUBERT	BELLEGARDE POUSSIEU	X			
M. Gilbert PERROT		X			
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON	X			
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS	X			
M. Philippe ORSINGHER		X			
M. Patrick DURAND	JARCIEU	X			
Mme Nadège CHANAUX			X		
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON	X			
M. Jean-Paul MONTAGNIER	MONSTEROUX-MILIEU	X			
M. Denis MERLIN		X			
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX	X			
M. Etienne MAUGICE		X			
Mme Claude NICAISE	PACT	X			
M. Bernard OGIER		X			
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU	X			
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE	X			
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE	X			
M. Jean Louis DELAY		X			
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN	X			
M. Lionel POIPY		X			
M. Gérard BECT	ST BARTHELEMY	X			
Mr Bruno DANNONAY			Pouvoir		
M. Axel MONTEYREMAR	ST JULIEN DE L'HERMS	X			

M. Patrick DURAND souhaite la bienvenue et laisse la parole à M. NUCCI, Président, qui donne lecture du compte-rendu de la séance du 22 juin 2015.

Ce dernier fait l'objet des remarques suivantes de la part de Mr Jean Claude SCHMIT :

- Le conseil communautaire doit être validé par un procès-verbal et non un compte rendu
- Souhait de voir apparaître dans le procès-verbal de séance, la répartition des voix lors des votes
- La séance de juin n'a pas fait l'objet de relais au niveau de la presse locale

Aucune autre observation n'étant faite, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

La séance peut débuter.

Le Président sollicite l'accord de l'assemblée délibérante afin d'ajouter à l'ordre du jour le point suivant :

## ADMINISTRATION GENERALE

- Modification des statuts – Prestations de services réalisées par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire

## I- ACTIVITES ECONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BECT

### 1. Za des Blâches à Jarcieu – vente de terrain lot n°6

*Vu* les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, notamment en matière de développement économique,  
*Vu* l'avis des domaines,

*Considérant* le souhait de l'entreprise DUARIG d'acquérir la parcelle ZE 130 – Za des Blâches à Jarcieu afin de pouvoir agrandir ses entrepôts par une extension attenante à son actuelle activité de transports.

Il est proposé d'accéder favorablement à cette demande en cédant la parcelle ZE 130 (de 5 249 m<sup>2</sup>) au prix de 62 988 euros, soit 12 € le m<sup>2</sup>.

Après cette présentation du projet, le Président donne la parole à l'assemblée, laquelle ne formule aucune observation.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Approuve** la vente de la parcelle ZE 130 à la société Duarig ou toute autre personne morale qui se substituerait à elle avec l'accord de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, au prix de 12 € le m<sup>2</sup> soit 62 988 euros pour 5 249 m<sup>2</sup> de terrain.

**Dit** que l'acte de vente est soumis à une clause de suspensive et résolutoire telle que décrite ci-dessus,  
**Charge** la SCP Quereyron – Grattier – Deschamps pour la rédaction de l'acte de vente afférent au dossier,

**Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## II- ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

### 2. Marché des déchetteries – lancement de l'appel d'offres

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a validé courant 2012 le choix des entreprises adjudicataires des marchés de déchetteries.

- Marché des déchets ménagers spéciaux
- Marché des déchets « gros objets »
- Marché des déchets d'activité de soin à risques infectieux

Ces marchés arrivent à échéance au 31 décembre 2015 et il est désormais nécessaire de procéder à une nouvelle consultation.

Un marché unique décomposé en 3 lots va être lancé.

*CCTB / Conseil communautaire/ Lundi 20 juillet 2015/Procès verbal*

Les critères relatifs au jugement des offres seront pondérés de la manière suivante :

Les offres seront classées par ordre décroissant en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération (en %) :

1) Le prix des prestations : 60 %

2) La valeur technique : 40 %

(La valeur technique des prestations sera appréciée au vu du contenu des éléments du mémoire de l'entreprise)

Le projet n'appelant aucune remarque, le Président fait procéder au vote.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Autorise** le Président à lancer la consultation dans le cadre d'un appel d'offre ouvert pour le marché des déchetteries décomposé en 3 lots, pour un montant estimatif d'environ 280 000 € HT par an,

**Autorise** le Président à signer tout document afférent à ce dossier,

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### III- HABITAT

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

#### 3. Garantie d'emprunt OPAC38 – réhabilitation de logements Jean Jaurès à Beaurepaire

*Vu* l'article 2298 du Code civil,

*Vu* le Contrat de Prêt signé entre l'OPAC38, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,

**Article 1 :** L'assemblée délibérante de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire accorde sa garantie à hauteur de 40% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1 405 840 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ce Prêt constitué de 4 Lignes du Prêt est destiné à financer la réhabilitation de 57 logements située à BEAUREPAIRE et répartie de la manière suivante :

- Bâtiment A : réhabilitation de 22 logements à BEAUREPAIRE pour un montant de PAM pour 190 605 € et ECO PRET pour 352 000 €

- Bâtiment B : réhabilitation de 35 logements à BEAUREPAIRE pour un montant de PAM pour 303 235 € et ECO PRET pour 560 000 €

**Article 2 : Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :**

##### Ligne du Prêt 1

Bâtiment A : réhabilitation de 22 logements à BEAUREPAIRE

<b>Ligne du Prêt :</b> <b>Montant :</b>	PAM 190 605 euros
<b>Durée total</b>	25 ans
<b>phase d'amortissement :</b> <i>durée du différé d'amortissement :</i>	24 mois

<b>Périodicité des échéances :</b>	<i>Trimestrielle</i>
<b>Index :</b>	<b>Livret A</b>
<b>Taux d'intérêt actuariel annuel :</b>	<p><b>Taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0.6 %</p> <p><i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%</i></p>
<b>Profil d'amortissement :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Amortissement déduit avec intérêts différés :</b> <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés</i></li> </ul>
<b>Modalité de révision :</b>	« Double révisabilité limitée » (DL)
<b>Taux de progressivité des échéances :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Si DL : de 0 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A)</li> </ul> <p><i>Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.</i></p>

**Ligne du Prêt 2** Bâtiment A : réhabilitation de 22 logements à BEAUREPAIRE

<b>Ligne du Prêt :</b> <b>Montant :</b>	ECO PRET 352 000 euros
<b>Durée total</b>  <b>phase d'amortissement :</b> <i>durée du différé d'amortissement :</i>	<i>25 ans</i>  -----
<b>Périodicité des échéances :</b>	<i>Annuelle</i>
<b>Index :</b>	<b>Livret A</b>
<b>Taux d'intérêt actuariel annuel :</b>	<b>Taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt <b>-0.25 %</b> <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0.5 %</i>
<b>Profil d'amortissement :</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ <b>Amortissement déduit avec intérêts différés :</b> <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés</i></li></ul>
<b>Modalité de révision :</b>	<i>« Double révisabilité limitée » (DL)</i>
<b>Taux de progressivité des échéances :</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Si DL : de 0 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A)</li></ul> <i>Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.</i>

**Ligne du Prêt 3** Bâtiment B : réhabilitation de 35 logements à BEAUREPAIRE

<b>Ligne du Prêt :</b> <b>Montant :</b>	PAM 303 235 euros
<b>Durée total</b>  <b>phase d'amortissement :</b> <i>durée du différé d'amortissement :</i>	<i>25 ans</i>  <i>24 mois</i>
<b>Périodicité des échéances :</b>	<i>Trimestrielle</i>
<b>Index :</b>	<b>Livret A</b>
<b>Taux d'intérêt actuariel annuel :</b>	<b>Taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0.6 % <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%</i>
<b>Profil d'amortissement :</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ <b>Amortissement déduit avec intérêts différés :</b> <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés</i></li></ul>
<b>Modalité de révision :</b>	« Double révisabilité limitée » (DL)
<b>Taux de progressivité des échéances :</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Si DL : de 0 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) <i>Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.</i></li></ul>

**Ligne du Prêt 4** Bâtiment B : réhabilitation de 35 logements à BEAUREPAIRE

<b>Ligne du Prêt :</b> <b>Montant :</b>	ECO PRET 560 000 euros
<b>Durée total</b>  <b>phase d'amortissement :</b> <i>durée du différé d'amortissement :</i>	<i>25 ans</i>  -----
<b>Périodicité des échéances :</b>	<i>Annuelle</i>
<b>Index :</b>	<b>Livret A</b>
<b>Taux d'intérêt actuariel annuel :</b>	<b>Taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt <b>-0.25 %</b> <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0.5 %</i>
<b>Profil d'amortissement :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Amortissement déduit avec intérêts différés :</b> <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés</i></li> </ul>
<b>Modalité de révision :</b>	« Double révisabilité limitée » (DL)
<b>Taux de progressivité des échéances :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Si DL : de 0 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) <i>Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.</i></li> </ul>

**Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :**

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4 :** Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Après présentation du projet, le Président donne la parole à la salle

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire l'unanimité approuve les dispositions susvisées.**

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **IV- NOUVELLES TECHNOLOGIES**

RAPPORTEUR : Elisabeth TYRODE

### **4. Convention de mise à disposition du matériel informatique**

(Convention consultable sur le site « élu »)

Dans le cadre de ses compétences supplémentaires «Nouvelles technologies de l'information et de la communication » relative notamment au développement des nouvelles technologies dans les écoles élémentaires et maternelles », le service informatique de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire met à disposition des communes membres du matériel informatique et multimédias. Ce processus permet d'homogénéiser les équipements de chacun.

Afin de définir les modalités applicables à la mise à disposition de ces équipements informatiques et multimédias, il est proposé de signer une convention fixant ainsi les engagements de chacun, notamment en matière de responsabilité du matériel en cas de vol, incendie etc. ...

Après présentation du projet, le Président donne la parole à la salle.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Approuve** les dispositions de la convention de mise à disposition du matériel informatique et multimédia ci-annexée,

**Autorise** le Président à signer cette convention et tout document relatif à ce dossier,

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **V- ADMINISTRATION GENERALE**

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

Le Président rappelle que suite aux dispositions de la loi ALUR, l'instruction des actes d'urbanisme ne s'effectue plus par les services de l'Etat depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Les communes membres de la C.C.T.B ont sollicité la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire pour l'instruction desdits actes. Après accord commun, le Bureau propose de conventionner avec la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais afin de leur permettre d'instruire les ADS pour le Territoire de Beaurepaire.

### **5. Habilitation de la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire à instruire les autorisations d'urbanisme pour le compte de ses communes membres.**

La loi ALUR (Accès au Logement et pour un Urbanisme Rénové) du 24 mars 2014 marque la fin de la mise à disposition des services de l'Etat pour l'instruction des actes d'urbanisme pour les communes compétentes appartenant à un EPCI de plus de 10 000 habitants. Cette décision entre en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

La Communauté de communes du Territoire de Beaurepaire est ainsi confrontée à cette évolution, sa population étant supérieure à 10 000 habitants.

Il est proposé que ses communes membres mutualisent au niveau de la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire l'instruction des ADS et charge celle-ci de trouver une réponse adaptée, soit en créant un service mutualisé propre au territoire de Beaurepaire, soit en faisant appel à un service existant dans une communauté voisine.

Pour des raisons de volumes trop faibles, la première solution est abandonnée.

La réponse adaptée serait que la communauté confie à une communauté de communes voisine l'organisation du service d'instruction.

En conséquence, la mise en place de ce service d'instruction des ADS est une organisation à deux étages :

1<sup>er</sup> étage, les communes conventionnent avec la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire pour la mise en place du service mutualisé d'instruction des ADS. Cette convention précise, outre le service rendu, les relations financières entre la C.C.T.B. et ses communes membres. Le projet de texte de cette convention est reproduit ci-après.

2<sup>ème</sup> étage : la C.C.T.B. conventionne avec une communauté de communes tierce pour l'organisation effective du service. Les moyens humains et matériels sont déployés par la communauté tierce. Cette communauté tierce facture à la C.C.T.B le coût du service.

Après présentation du projet, le Président donne la parole à la salle.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Approuve** les dispositions de la convention de mise à disposition du service mutualisé d'instruction des ADS avec ses communes membres,

Autorise le Président à solliciter l'adhésion des communes membres à ce service mutualisé

**Dit** que la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire fera appel à une communauté de communes tierce pour l'organisation effective du service,

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **6. Instruction des autorisations d'urbanisme : Convention avec la communauté de communes du Pays Roussillonnais.**

La Communauté de communes du Pays Roussillonnais a fait le choix, compte tenu du volume d'actes à instruire, de créer un service commun intercommunal en charge de l'instruction des autorisations d'urbanisme pour le compte de ses communes compétentes et intéressées.

La Communauté de communes du territoire de Beaurepaire dispose d'un volume d'actes à instruire moins important, ce qui ne permet pas la création d'un tel service. Aussi, à la demande et à l'unanimité de ses communes membres, La Communauté de communes du territoire de Beaurepaire a sollicité La Communauté de communes du Pays Roussillonnais afin de mutualiser le service d'instruction entre les deux territoires.

Il est proposé que la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire, habilitée par ses communes à instruire les autorisations d'urbanisme pour leur compte, charge elle-même le service urbanisme de La Communauté de communes du Pays Roussillonnais de l'instruction des actes d'urbanisme des communes du territoire de Beaurepaire, par voie conventionnelle.

Le service instructeur de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais serait ainsi mis à la disposition de la Communauté de communes du Territoire de Beaurepaire au sens de l'article L. 5111-1-1, I du CGCT.

Un projet de convention précise les modalités pratiques et financières de cette mise à disposition.

Après présentation du projet, le Président donne la parole à la salle.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Approuve** les dispositions de la convention de mutualisation du service instructeur de la communauté de communes du Pays Roussillonnais

**Autorise** le Président à signer cette convention et tout document relatif à ce dossier,

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

**7. Modification des statuts - Prestation de services réalisées par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire**

*Vu* le Code général des collectivités territoriales,

*Vu* les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, notamment son article 6,

Considérant qu'en vertu de ses statuts la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire peut être amenée à réaliser des prestations au bénéfice de ses communes membres,

Considérant la nécessité de procéder à une modification de l'article 6 des statuts afin d'élargir la compétence de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et lui permettre d'effectuer des prestations ci-dessous visées :

- En application de l'article L 5214-16-1 du Code général des collectivités territoriales, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et ses communes membres peuvent conclure des conventions par lesquelles l'un d'elles confie à l'autre la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions
- En application de l'article L 5211-56 du Code général des collectivités territoriales, une Communauté de Communes peut assurer une prestation de services pour le compte d'une commune non membre, d'une autre collectivité, d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte, les dépenses afférentes à cette prestation étant retracées dans un budget annexe au budget général. Les recettes du budget annexe comprennent le produit des redevances ou taxes correspondant au service assuré et les contributions de la collectivité ou de l'établissement au bénéfice duquel la prestation est assurée.
- En vertu de l'article R 423-15b du Code de l'urbanisme et de l'article L 5211-4-1 III du Code général des collectivités territoriales, les services de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire peuvent être chargés pour le compte des communes intéressées, des actes d'instruction des demandes d'autorisation d'utilisation du sol.

Cette modification de statut sera décidée par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur la modification proposée.  
A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Après présentation du projet, le Président laisse la parole à la salle.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Adopte** le projet de modification des statuts et notamment son article 6 tel que proposé ci-dessus,  
**Saisi**, conformément à l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes membres afin qu'elles se dé terminent sur ce projet dans les conditions de majorité requises,  
**Sollicite** auprès de Monsieur le Préfet de l'Isère, la modification des statuts de la communauté de communes de Bièvre Est,  
**Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,  
**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **8. Maison de santé pluri professionnelle – Choix du lauréat du concours**

Une réflexion s'est engagée entre les professionnels de santé du territoire, le Conseil Général et la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire depuis le 16 juillet 2012 sur la création d'une maison de santé pluridisciplinaire sur le Territoire de la Communauté de Communes de Beaurepaire. Au cours de l'année 2013, un programmiste a précisé le projet afin de déterminer une estimation financière.

Lors du résultat de son travail, le 25 septembre 2013, 14 professionnels ont décidé de s'engager dans cette démarche. Ainsi, ces professionnels ont formulé un projet de santé intégré au projet de Maison de Santé Pluridisciplinaire qui nécessite d'être déposé auprès de l'ARS.

En effet, l'Agence Régionale de Santé centralise les propositions, les valide et permet d'obtenir par la suite les autorisations administratives et les financements des différentes collectivités et organismes publics dont la DETR.

- 21 janvier 2013 : le Conseil communautaire a approuvé la modification des statuts communautaires, lesquels intègrent désormais dans les compétences supplémentaires, la « Création d'une maison de santé pluridisciplinaire »
- 16 décembre 2013 : le Conseil communautaire a autorisé le Président à déposer le dossier de la maison de santé auprès de l'ARS qui a reçu un avis favorable.
- 26 janvier 2015 : Le Conseil communautaire a validé le programme technique détaillée portant à 2 239 300 € HT le montant des travaux, validé le plan de financement et autorisé le Président à lancer la procédure de sélection de l'architecte par voie de concours de maîtrise d'œuvre restreint conformément aux articles 70 et 74 du code des marchés publics
- 26 janvier 2015 et 12 mars 2015 : le Conseil communautaire a procédé à la création d'un jury de concours
- 

Le concours s'est déroulé en plusieurs étapes :

- Le 24 février 2015 : envoi de l'avis d'appel à concurrence au BOAMP et plateforme dématérialisée des Affiches
- Réception des candidatures : 27 mars 2015
- Jury de sélection le 10 avril 2015 à l'issue duquel sont choisis 4 candidats : Atelier Architectes (Rillieux la Pape 69) – Bruno Quemini (Beaurepaire 38) – Atelier Espace Architecture (Péage de Roussillon 38) – 2H+G Architectes (La Voulte sur Rhône 07)
- Date d'envoi des invitations à participer aux candidats sélectionnés : 23 avril 2015
- Les candidats avaient jusqu'au 23 juin 2015 pour faire part de leurs projets.

- Analyse des offres par l'assistance à Maîtrise d'ouvrage : du 25 juin au 30 juin
- Réunion commission technique pour l'analyse des offres : 6 juillet 2015
- Date d'analyse et de classement des offres par le jury : 9 juillet 2015

En application du code des marchés publics, il est proposé d'accorder une indemnité de 11 500 € HT à chaque candidat ayant remis une prestation et non retenu en qualité de maître d'œuvre à l'issue du concours.

Le classement réalisé par le jury, réuni conformément aux délibérations des 26 janvier 2015 et 12 mars 2015 et sous la présidence de Monsieur Christian NUCCI, a été le suivant :

1<sup>er</sup> Bruno QUEMIN architecte (38)

2<sup>ème</sup> Atelier Espace Architecture (38)

3<sup>ème</sup> Atelier Architectes (69)

4<sup>ème</sup> 2H+G (07)

Le projet étant exposé, le Président donne la parole à la salle.

Au regard de la proposition de classement des 4 projets faites par le jury de concours lors de sa réunion du 10 avril 2015,

**Après en avoir délibéré, Le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Désigne** Mr Bruno QUEMIN architecte, comme lauréat du concours,

**Autorise** le Président à signer le marché de maîtrise d'œuvre et tous documents s'y rapportant avec l'équipe Bruno QUEMIN architecte, pour un montant total d'honoraires de 277 020 € HT, correspondant à un montant prévisionnel de travaux de 2 308 500 € HT et un taux de rémunération de 12%.

**Autorise** le versement aux candidats non retenus des indemnités forfaitaires prévues au concours et précisées ci-dessus au titre du BP 2015.

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## 9. Maison de santé pluri professionnelle – demande de subvention

*Vu* les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

*Vu* la délibération du 21 janvier 2013 relative à l'acquisition, dans le cadre de l'amélioration des services publics d'intérêt communautaire, de la compétence pour construire des équipements relatifs à la maison de santé pluridisciplinaire,

*Vu* la délibération du 26 janvier 2015 relative à l'approbation du programme technique détaillée,

*Vu* la délibération du 20 juillet 2015 relative au choix du lauréat du concours de maîtrise d'œuvre,

*Considérant* que le projet de Maison de Santé pluridisciplinaire à Beaurepaire est recevable auprès de l'Etat-Préfecture dans le cadre du fonds national d'aménagement et développement,

Il est proposé le plan de financement suivant :

Présentation du coût global de l'opération :

Enveloppe financière prévisionnelle		
Surface	1 542 m <sup>2</sup> utiles	

	Postes	Prix HT
1/ Coût travaux	Construction neuve	1 984 500 €
2/ Aménagements extérieurs		324 000 €
3/ Frais annexes et ingénierie		411 500 €
	Honoraires mission complète	277 000 €
	Pilotage chantier	30 000 €
	Bureau de contrôle	10 000 €
	Hygiène et sécurité	10 000 €
	Frais divers et appel d'offres	10 000 €
	Concours	34 500 €
	Provision pour aléas	40 000 €
SOUS TOTAL Travaux		2 720 000 €
4/ Provision pour révision de prix		80 000 €
<b>TOTAL HT</b>		<b>2 800 000 €</b>
TVA		560 000 €
Coût TTC		3 360 000 €

Rappel du Coût HT estimé de l'opération <b>2 800 000 € HT</b>	
DETR	300 000 €
REGION	100 000 €
DEPARTEMENT	600 000 €
FNADT	100 000 €
ARS	-
<b>Total aides</b>	<b>1 100 000 €</b>
<b>A la charge de la CCTB</b>	<b>1 700 000 €</b>

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Valide** le plan de financement tel que présenté,

**Sollicite** tous financeurs susceptibles d'apporter leur participation à ce projet, notamment la préfecture dans le cadre du Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT),

**Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## 10. Convention partenariale GPRA – Contribution au budget de fonctionnement 2015

*Vu* la délibération du 3 juin 2013 relative à l'approbation du protocole territorial et du budget primitif

*Considérant* que la part de la Communauté de Communes pour le budget de fonctionnement du GPRA s'élève à 8916 euros au titre de l'année 2015. Il convient de signer une convention avec le Syndicat mixte des Rives du Rhône qui est le porteur du budget de fonctionnement du programme GPRA. Ceci dans le but d'attribuer ce montant à ce programme. Il est proposé au Conseil Communautaire, d'autoriser le président à signer la convention.

Après présentation du projet, le Président donne la parole à la salle.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Autorise** le Président à signer la convention avec le Syndicat mixte des Rives du Rhône le budget de fonctionnement tel que proposé,

**Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dossier

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **11. Modification de la composition de la commission environnement**

Vu la délibération du 24 novembre 2015 relative à la composition des différentes commissions de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Considérant le décès d'un élu communautaire de Chalon, et son remplacement dans différentes commissions,

Il est proposé de modifier la composition de la commission environnement tel que proposée ci-dessous :

Après présentation du projet, le Président donne la parole à la salle.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Désigne** les délégués suivants :

<b>Communes</b>	<b>Délégués</b>	<b>Suppléant</b>
<b>BEAUREPAIRE</b>	Monique GUILLAUD-LAUZANNE	
	Chantal ROMANO	
	Denise BADOL	
	Jean-Claude SCHMIT	
<b>BELLEGARDE-POUSSIEU</b>	André RACAMIER	Erick DECOMBIS
<b>CHALON</b>	Agnès VERCOUSTRE	<b>Jean Pierre ALBRAN</b>
<b>COUR ET BUIS</b>	Paul MERCIER	Patrick PEYRON
<b>JARCIEU</b>	Nadine LEGRAIN-BERT	Christelle LIEGEON
<b>MOISSIEU sur DOLON</b>	CHENU Emmanuelle	GENEVE Régis
<b>MONSTEROUX-MILIEU</b>	MONTAGNIER JP	MANCIOPPI A.M
<b>MONTSEVEROUX</b>	Etienne MAUGICE	Bernard CLECHET
<b>PACT</b>	Gilbert DILAS	Pierre MARTIN
<b>PISIEU</b>	Murielle GRIFFET	Thierry RUSSIER
<b>POMMIER de BEAUREPAIRE</b>	Claude FAIVRE	Christian PERON
<b>PRIMARETTE</b>	Karine BRAGANTI	Noël HUREL
<b>REVEL-TOURDAN</b>	Lionel POIPY	Marie Claude PINGET
<b>St BARTHELEMY</b>	Brigitte GUEDENET	Marie-Andrée METAY
<b>St JULIEN de L'HERMS</b>	Luciano LARI	Anthony TOCQUET

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **12. Modification de la composition de la commission bâtiments – défense incendie**

Vu la délibération du 24 novembre 2015 relative à la composition des différentes commissions de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Considérant le décès d'un élu communautaire de Chalon, et son remplacement dans différentes commissions,

Il est proposé de modifier la composition de la commission bâtiment / défense incendie tel que proposée ci-dessous :

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Désigne** les délégués suivants :

Communes	Délégués	Suppléant
<b>BEAUREPAIRE</b>	Jean Claude LEBEAU	
	Fnrais CANDAT	
	Cyril BRUZZESE	
	Eric LE PAGE	
<b>BELLEGARDE-POUSSIEU</b>	Florent NICLOUD	Constant MEYER
<b>CHALON</b>	<b>Jean Pierre ALBRAN</b>	
<b>COUR ET BUIS</b>	Philippe MOULIN	Jean Claude DOLENZ
<b>JARCIEU</b>	Jean Luc MERMET	Stéphane GIRAUD
<b>MOISSIEU sur DOLON</b>	Luc GERLAND	Gilbert MANIN
<b>MONSTEROUX-MILIEU</b>	J.P MONTAGNIER	Rémy DEBARD
<b>MONTSEVEROUX</b>	Etienne MAUGICE	Max MICHAUD
<b>PACT</b>	Alain MARRON	Alain PERDOUX
<b>PISIEU</b>	Yvan REYNAS	Jérôme ROBIN
<b>POMMIER de BEAUREPAIRE</b>	Bernard COUDERT	Raphaël GABILLON
<b>PRIMARETTE</b>	Adèle CARRION	Noël HUREL
<b>REVEL-TOURDAN</b>	Jean Claude ALLIGIER	Dominique BRUCHON
<b>St BARTHELEMY</b>	Bruno POINT	Laurent GIRIER
<b>St JULIEN de L'HERMS</b>		

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### 13. Modification de la représentation au SIVARES

*Vu* la délibération du 14 avril 2014 relative à la désignation des délégués siégeant au SIVARES

*Vu* les statuts du SIVARES ;

*Considérant* l'adhésion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à ce syndicat mixte ;

*Considérant* la nécessité de désigner 8 délégués titulaires et 8 délégués suppléants pour représenter la communauté de communes ;

*Considérant* le décès d'un délégué communautaire et la nécessité de procéder à son remplacement,

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Désigne** les délégués suivants :

COMMUNE	DELEGUE TITULAIRE	DELEGUE SUPPLEANT
CHALON	VECOUSTRE Agnès	TYRODE Elisabeth
CHALON	<b>Danielle PUPAT</b>	ALPHANT Estelle
COUR ET BUIS	FERNANDEZ Nathalie	RANCON Corinne

COUR ET BUIS	BRIONE Séverine	GUILLET Jean-Christophe
MONSTEROUX MILIEU	DI PESTENA Lydie	MARRON Danielle
MONSTEROUX MILIEU	MERLIN Denis	CLECHET Jacques
MONTSEVEROUX	BISSARDON Agnès	GLABACH Bernard
MONTSEVEROUX	MARREAU Yannick	BELLET Edith

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

#### **14. Motion de soutien RASED**

L'école Gambetta de Beaurepaire est le siège d'un RASED (réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté), compétent dans les écoles des communes de Beaurepaire, Bellegarde-Poussieu, Cour et Buis, Jarcieu, Marcollin, Moissieu sur Dolon, Monsteroux-Milieu, Montseveroux, Pact, Pisieu, Primarette, Revel-Tourdan, Saint Barthélemy et Vernioz.

Le poste d'enseignant spécialisé chargé de l'aide à dominante rééducative (maître G) est fermé à partir de la rentrée de septembre 2015.

Or, il est absolument nécessaire que ce poste soit pourvu car il concerne 1 672 élèves et de nombreux troubles du comportement ont été constatés dans plusieurs écoles.

Ainsi, la communauté de communes du Territoire de Beaurepaire, solidaire de ses communes membres, réclame de recréer le poste de maître G sur la circonscription et globalement de reconstituer des RASED complets dans notre Département pour aider les enfants qui en ont le plus besoin.

IL est également demandé de prévoir des départs en formation RASED qui permettraient à des enseignants motivés de s'engager dans cette voie.

Il est demandé au Conseil communautaire de se prononcer sur cette motion de soutien.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :**

**Approuve** la motion de soutien en faveur du maintien du Maître G et plus généralement du RASED sur le Territoire,

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

#### **VI- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location
- Concernant la réalisation de lignes de trésorerie sur la besoin d'un montant maximum de 1 000 000 €

Présentation des décisions passées en juin 2015.

**Présentation des MAPA inférieures à 90 000 € HT**

Date	Objet	Montant HT
10 juin 2015	DECI n°2015-033 Ligne de trésorerie	700 000 € Banque Postale

## VII- QUESTIONS DIVERSES

- **Le Président** informe l'assemblée délibérante, avec l'accord unanime du Bureau, qu'il a été décidé de poursuivre le projet de médiathèque, mais de le suspendre dans le temps.

Le Président rappelle que ce projet s'inscrit dans un besoin réel d'information, d'éducation et d'ouverture pour permettre de réduire le décalage de la population du Territoire avec les autres. Il précise que le niveau de formation des jeunes est le plus bas de l'Isère. La diversification de l'origine du savoir est donc très importante.

La séance est clôturée par le verre de l'amitié